

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 35 (1917)
Heft: 271

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 17.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Bern
Montag, 19. November
1917

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Berne
Lundi, 19 novembre
1917

Feuille officielle suisse du commerce · Foglio ufficiale svizzero di commercio

Erscheint 1—2 mal täglich

XXXV. Jahrgang — XXXV^{me} année

Paraît 1 ou 2 fois par jour

Redaktion u. Administration im Schweiz. Volkswirtschaftsdepartement — Abonnement: Schweizer: Jährlich Fr. 12.20, halbjährlich Fr. 6.20 — Ausland: Zuschlag des Porto — Es kann nur bei der Post abonniert werden — Preis einzelner Nummern 15 Cts. — Annoncen-Regel: Publicitas A. G. — Insertionspreis: 40 Cts. die sechsgepaltene Kolonietzelle (Aushand 60 Cts.)

N^o 271

Rédaction et Administration au Département suisse de l'économie publique — Abonnements: Suisse: un an fr. 12.20, un semestre fr. 6.20 — Etranger: Plus frais de port — On s'abonne exclusivement aux offices postaux — Prix du numéro 15 Cts. — Règle des annonces: Publicitas S. A. — Prix d'insertion: 40 cts. la ligne (pour l'étranger 50 cts.)

Inhalt: Handelsregister. — Bestandesaufnahme und Beschlagnahme von calcinierter Soda (Sodapulver), Pottasche, caustischer Soda (festes Aetznatron), Natronlauge (Aetznatronlösung), Aetzkali. — Bestandesaufnahme von Leinsaat. — Grossbritannien: Einfuhrverbot — Konsulate.

Sommaire: Registre du commerce. — Inventaire et séquestre de la soude calcinée (soude en poudre), la potasse, la soude caustique (soude caustique solide), la solution de soude caustique (soude caustique liquide), la potasse caustique. — Prise d'inventaire de la graine de lin. — Inventario e sequestro di soda calcinata (in polvere), potassa, soda caustica (in stato solido), liscivia di soda caustica, potassa caustica. — Allestimento d'inventario del seme di lino. — Graude-Bretagne: Interdiction d'importation. — Consuls.

Amtlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Handelsregister — Registre de commerce — Registro di commercio

I. Hauptregister — I. Registre principal — I. Registro principale

Wallis — Valais — Vallese

Bureau de St-Maurice

1917. 15 novembre. Sous la dénomination de Société coopérative de consommation de Fully, la Solidarité, il existe à Fully une société coopérative qui a pour but d'améliorer la situation économique de ses membres et de développer leur bien-être social. Les statuts ont été dressés le 6 février 1910. La durée de la société est illimitée. Pour devenir membre de la société, il faut faire une déclaration écrite d'adhésion, être agréé par le conseil d'administration et verser la moitié au moins de la part sociale, laquelle est fixée à vingt francs. La qualité de sociétaire se perd par la démission, par la cessation des approvisionnements auprès de la société pendant un an, par la mort et par l'exclusion prononcée par le conseil d'administration. Il n'y a pas de contribution annuelle. L'avoir de la société répond seul pour les engagements de celle-ci, les sociétaires n'ont aucune responsabilité personnelle. En dehors des cas où la loi prescrit une publication dans la Feuille officielle suisse du commerce, les communications de la société se font aux criées publiques ou par avis personnel. Le bénéfice d'exploitation déterminé sur la base du bilan (C. o. art. 656) et du compte d'exploitation se répartit dans la proportion de 80 % aux sociétaires et 20 % au fonds de réserve. Les organes de la société sont: l'assemblée générale et le conseil d'administration composé de cinq membres. La société est valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature collective de deux des membres du conseil d'administration. Celui-ci est composé actuellement de: Edouard Boson, président; Emile Bender, secrétaire; Maurice-Théodule Bruehler, Joseph Lovey et Alfred Carron, membres; tous agriculteurs, de et à Fully.

Genf — Genève — Ginevra

Représentations, commissions et expéditions de broderies, phonographes, machines-outils et toutes autres marchandises. — 1917. 15 novembre. La raison J. Martinez, bureau de représentations, commissions et expéditions de broderies, phonographes, machines-outils et toutes autres marchandises, à Genève (F. o. s. du c. du 11 juillet 1916, page 1098), est radiée ensuite du transfert de son siège commercial à Zurich.

15 novembre. Union Ganymed Société Internationale de Secours Mutuels des Employés d'Hôtel et de Restaurant et Bureau de Placement, société coopérative établie à Genève (F. o. s. du c. du 29 janvier 1914, page 157). Le comité ayant été renouvelé, reste composé de: Louis Marek, employé d'hôtel, de nationalité autrichienne, domicilié à Genève; Paul Rüschoff, employé d'hôtel, de nationalité allemande, domicilié à Genève; Johann dit Jean Fallier, commerçant, de nationalité allemande, domicilié à Genève; Jean Borghaus, employé de restaurant, de nationalité allemande, domicilié à Genève; et Frédéric Beek, employé d'hôtel, de nationalité allemande, domicilié à Genève. La société est engagée par la signature conjointe du président et de deux autres membres du comité.

15 novembre. La Caisse de Retraite, fondation Charles Fischer, société coopérative, ayant son siège à Genève (F. o. s. du c. du 1^{er} décembre 1908, page 2044), a: 1^o modifié ses statuts notamment en ce sens que son administration se compose de 7 membres, dont un gérant nommé par l'assemblée générale; 2^o voté sa dissolution et désigné comme liquidateur le comité, lequel a été renouvelé comme suit: Gustave Wolfrum, commis, de Genève, domicilié au Petit-Saconnex; Albert Huber, commis, de Langrickenbach (Thurgovie), au Petit-Saconnex; Gustave Pivot, commis, de Genève, y domicilié; Louis Cochand, expéditeur, de Villars-Burquin (Vaud), au Petit-Saconnex; Lucien Romans, fondé de pouvoirs, de nationalité française, aux Eaux-Vives; Alfred van Muyden, fondé de pouvoirs, de Pouvex (Vaud), à Genève; et Jules Keller, fondé de pouvoirs, de Genève, y domicilié. La société en liquidation sera engagée par la signature collective de trois des membres du comité.

15 novembre. Société Immobilière Servette-Chandieu, lettre A., société anonyme ayant son siège aux Eaux-Vives (F. o. s. du c. du 9 juillet 1914, page 1207). Henri Morier, clerc d'avocat, de Genève-Ville, domicilié à Plainpalais, a été nommé membre du conseil d'administration, en remplacement de Jules Vender, décédé.

Entreprise du bâtiment. — 15 novembre. Inscription d'office faite par le préposé à teneur de l'art. 26, al. 2, du règlement sur le registre du commerce.

Hermann-Joseph Ramazzina, de Avegno (Tessin), domicilié à Bernex, et Edouard Fortis, de nationalité italienne, domicilié à Cressy (Confignon), ont

constitué à Bernex, sous la raison sociale H. Ramazzina et E. Fortis, une société en nom collectif qui a commencé le 1^{er} octobre 1915 et a pour objet l'entreprise du bâtiment. Cette société est actuellement dissoute et ne subsiste que pour sa liquidation.

Bestandesaufnahme und Beschlagnahme

von
calcinierter Soda (Sodapulver) — Pottasche — caustischer Soda (festes Aetznatron) — Natronlauge (Aetznatronlösung) — Aetzkali

1. Gestützt auf den Bundesratsbeschluss vom 11. April 1916 betreffend die Bestandesaufnahme und Beschlagnahme von Waren wird über sämtliche Vorräte und Importe sowie die gesamte Produktion an calcinierter Soda, Pottasche, caustischer Soda, Natronlauge und Aetzkali in jeder Form die Bestandesaufnahme angeordnet und zugleich die Beschlagnahme ausgesprochen.

2. Jede Verfügung über die genannten in der Schweiz lagernden, auf dem Transporte befindlichen, in der Folgezeit importierten und in der Schweiz fabrizierten Produkte, namentlich der Verkauf (mit Ausnahme des in Ziffer 6 b erlaubten Detailverkaufs), Verbrauch und die Aushingabe derselben ist ohne Zustimmung der Sektion Chemie der Abteilung für industrielle Kriegswirtschaft des schweizerischen Volkswirtschaftsdepartements verboten.

3. a) Alle Eigentümer und Verwahrer vorstehend aufgeführter Waren sind verpflichtet, ihre am 24. November 1917, 7 Uhr abends, vorhandenen Bestände der Sektion Chemie anzumelden.

Die Anmeldung hat auf vorgedruckten Formularen zu geschehen, wobei für jedes der obengenannten Produkte ein besonderes Anmeldeformular zu benutzen ist. Die vollständig ausgefüllten Bogen sind bis zum 10. Dezember 1917 der bezeichneten Amtsstelle als eingeschriebener Brief zuzustellen.

Innerhalb der Schweiz auf dem Transporte befindliche Waren unterliegen der Anmeldepflicht und sind zu behandeln, wie wenn sie ihren Bestimmungsort schon erreicht hätten. Der Versender hat den Empfänger von der erfolgten Spedition zu benachrichtigen. Letzterer ist anmeldepflichtig.

b) Wer nach dem 19. November 1917 die genannten Produkte in die Schweiz einführt, hat von den Eingängen seiner Importe der Sektion Chemie durch eingeschriebenen Brief Kenntnis zu geben, sobald ihm bekannt ist, dass seine Ware die schweizerische Grenze überschritten hat. Dabei sind Angaben über Art und Menge der Ware, den bezahlten Preis, die Bezugsquelle und den Zeitpunkt des Bezuges zu machen.

c) Wer die genannten Produkte herstellt, verbraucht oder damit Handel treibt, ist zur Buchführung über alle dieselben betreffenden Geschäftsvorfälle verpflichtet.

4. Die Sektion Chemie kontrolliert die Preisstellung und die Verwendung obiger Produkte und kann über das Rapportwesen Vorschriften erlassen. Es ist ihr Einsicht in die Bücher zu gewähren und jede gewünschte Auskunft zu erteilen.

5. Die Eigentümer der fraglichen Produkte können der Sektion Chemie Verwendungsvorschläge unterbreiten, sei es zur Verteilung der Ware an ihre Kundschaft oder zur Verwendung derselben im eigenen Betriebe. Diesen Vorschlägen wird, soweit dies mit den allgemein schweizerischen Bedürfnissen vereinbar ist, nach Möglichkeit Rechnung getragen.

6. Ausnahmen von der Beschlagnahme. a) Fabrikationsbetriebe dürfen diejenigen Mengen genannter Produkte, die sich zur Zeit des Inkrafttretens der vorliegenden Verfügung in ihrem Besitze befinden und zur Aufrechterhaltung des Betriebes bis zum 31. Januar 1918 notwendig sind, ohne Einholung einer besondern Bewilligung verbrauchen.

b) Apotheken, Drogerien, Spezereihandlungen und Ladengeschäfte ähnlicher Art dürfen ohne besondere Bewilligung pro Monat insgesamt 100 kg von einem jeden der in Frage stehenden Produkte im Kleinverkauf an Selbstverbraucher abgeben. Sie haben jedoch über Abgaben an einzelne Abnehmer, die 10 kg übersteigen, Buch zu führen.

c) Die unter 6 a und b genannten Geschäfte sind zur Anmeldung ihrer gesamten Vorräte verpflichtet.

7. Ausnahmen von der Anmeldepflicht. Diejenigen Firmen und Personen, deren Gesamtverrat an einem dieser Produkte 200 kg nicht übersteigt, sind von der Anmeldepflicht ausgenommen.

Die Bestimmung gilt auch für die unter Ziffer 6 genannten Geschäfte.

8. Firmen und Personen, die mangels entsprechender Vorräte nicht zur Anmeldung verpflichtet sind, in Zukunft aber die bezeichneten Produkte in grösseren Mengen als 1000 kg per Jahr zu beziehen wünschen, sind zur Ausfüllung der vorgedruckten Anmeldeformulare verpflichtet.

9. Die Sektion Chemie wird die Rationierung der in Frage stehenden Produkte vornehmen und diejenigen Mengen genannter Produkte freigeben, die zur Deckung der wichtigsten nationalen Bedürfnisse erforderlich sind.

Die einzelnen Firmen haben ihre Gesuche um Zuteilung für den Bedarf eines Monats jeweilen in der Zeit vom 1. bis zum 5. des vorhergehenden Monats der Sektion Chemie einzureichen, erstmals anfangs Dezember 1917.

Zu spät eingehende Gesuche bleiben unberücksichtigt.

10. Sämtliche die Bestandaufnahme und Beschlagnahme betreffende Berichte und Kontrollen über den Ein- und Ausgang, sowie die Gesuche um Zuteilung und Bewilligung zum Verkauf und Verbrauch der in Frage stehenden Produkte sind auf vorgedruckten Formularen der Sektion Chemie einzureichen).

11. Wer seine Vorräte nicht oder unrichtig angibt oder den in dieser Verfügung enthaltenen Vorschriften sonstwie zuwiderhandelt, wird nach Massgabe von Art. 10 des eingangs erwähnten Bundesratsbeschlusses mit einer Busse von Fr. 50 bis Fr. 20,000 oder mit Gefängnis bestraft. Die beiden Strafen können verbunden werden.

12. Diese Verfügung tritt sofort in Kraft.

Bern, den 19. November 1917.

Schweizerisches Volkswirtschaftsdepartement:
Schulthess.

Bestandaufnahme von Leinsaat

Gestützt auf den Bundesratsbeschluss vom 11. April 1916, betreffend die Bestandaufnahme von Waren, wird hiermit über inländische Vorräte von Leinsaat eine Bestandaufnahme angeordnet.

Jedermann, der sich im Besitze von Waren genannter Art befindet, ist verpflichtet, binnen 4 Tagen, vom erstmaligen Erscheinen dieser Verfügung im Schweizerischen Handelsamtsblatt an gerechnet, seine Bestände der Warenabteilung des schweizerischen Volkswirtschaftsdepartements in Bern durch eingeschriebenen Brief anzumelden und dabei die Menge der Ware und den Lagerort derselben bekanntzugeben.

Ausgenommen von der Anmeldepflicht sind diejenigen Firmen und Personen, deren Lager an Leinsaat am Tage der Publikation ein Quantum von 500 kg nicht übersteigt.

Wer seine Bestände unrichtig oder gar nicht anmeldet, wird mit Busse bis zu Fr. 10,000 oder mit Gefängnis bestraft. Die beiden Strafen können verbunden werden.

Bern, den 15. November 1917.

Schweizerisches Volkswirtschaftsdepartement:
Schulthess.

Inventaire et séquestre de

la soude calcinée (soude en poudre) — la potasse — la soude caustique (soude caustique solide) — la solution de soude caustique (soude caustique liquide) — la potasse caustique

1. En vertu de l'arrêté du Conseil fédéral du 11 avril 1916, concernant l'inventaire et le séquestre de marchandise, sont décrétés l'inventaire et le séquestre de tous les stocks indigènes et d'importation ainsi que de toute la production, sous n'importe quelle forme, de soude calcinée, de potasse, de soude caustique, de solution de soude caustique et de potasse caustique.

2. Toute disposition, notamment la vente (à l'exclusion de la vente au détail autorisée ci-après sous chiffre 6 b), la consommation et le transfert des produits sus-énoncés, qui sont déposés ou en cours de transport dans le pays, ou qui, à l'avenir, seront importés et fabriqués en Suisse, est interdite sans l'assentiment de la Section de la chimie de la Division de l'économie industrielle de guerre, Département suisse de l'économie publique.

3. a) Tout propriétaire et détenteur des dits produits est tenu de déclarer à la Section de la chimie les stocks qu'il a en sa possession le 24 novembre 1917, à 7 heures du soir.

La déclaration doit être faite sur des formulaires imprimés, en se servant pour chaque produit du formulaire qui lui est affecté. Les feuilles, dûment remplies, doivent être adressées, sous pli recommandé, à l'office désigné jusqu'au 10 décembre 1917.

Les marchandises en cours de transport à l'intérieur de la Suisse sont soumises à la déclaration et doivent être traitées comme si elles étaient déjà parvenues à destination. L'expéditeur doit informer le destinataire que l'envoi a été effectué, mais c'est ce dernier qui doit faire la déclaration.

b) Quiconque importe en Suisse de ces produits après le 19 novembre 1917 doit informer, par lettre recommandée, la Section de la chimie de l'entrée de sa marchandise, dès qu'il apprend qu'elle a franchi la frontière. Il doit en indiquer la nature et la quantité, le prix payé, la provenance et les dates de la livraison.

c) Quiconque fabrique, consomme ou fait le commerce de ces produits doit inscrire toutes les opérations qui s'y rapportent.

4. La Section de la chimie contrôle la fixation des prix et la destination des dits produits, et peut édicter des prescriptions au sujet des rapports à présenter. Elle est autorisée à prendre connaissance des livres et tous les renseignements requis doivent lui être fournis.

5. Les propriétaires des produits en question peuvent soumettre à la Section de la chimie des propositions sur l'emploi de leur marchandise, soit en vue de la répartir à leur clientèle, soit en vue de s'en servir dans leur propre entreprise. Il sera tenu compte de ces propositions autant que possible et dans la mesure où cela sera compatible avec les besoins du pays en général.

6. Exemptions du séquestre.

a) Les fabriques peuvent consommer, sans autorisation spéciale, les quantités qui, à l'entrée en vigueur de la présente décision, sont en leur possession et sont nécessaires à leur fonctionnement jusqu'au 31 janvier 1918.

b) Les pharmacies, drogueries, épicerics et commerces analogues peuvent livrer, sans autorisation spéciale, dans le commerce au détail, jusqu'à 100 kg. de chacun des produits en question aux consommateurs eux-mêmes. Ils doivent toutefois enregistrer toute vente portant sur plus de 10 kg.

c) Les entreprises visées ci-dessus sous lettres a et b sont obligées de déclarer tous leurs stocks.

7. Exemptions de l'obligation de déclaration.

Les maisons et les personnes dont le stock n'excède pas 200 kg pour chacun de ces produits sont dispensées de l'obligation de déclaration.

Cette dispense s'applique aussi aux commerces sus-désignés sous chiffre 6.

8. Les maisons et les personnes qui sont dispensées de la déclaration en raison de l'insuffisance de leurs stocks sont soumis à l'obligation de déclaration sur le formulaire imprimé, s'ils veulent à l'avenir se procurer plus de 1000 kg par année des produits en question.

9. La Section de la chimie procédera au rationnement des produits en cause et libérera du séquestre les quantités de ces produits qui seront indispensables pour couvrir les besoins du pays les plus importants.

¹⁾ Bezugsquelle für Formulare: Buchdruckerei Rösch & Schatzmann in Bern (Telephon Nr. 12.25).

Les demandes relatives aux besoins de chaque mois doivent être présentées à la Section de la chimie du premier au cinquième jour du mois précédent, la première fois du premier au cinquième jour du mois de décembre 1917.

Les demandes tardives ne seront pas prise en considération.

10. Tous les rapports concernant l'inventaire et le séquestre et les extraits des livres concernant les réceptions et livraisons de marchandises, ainsi que les demandes de répartition, autorisation de vente ou de consommation de ces produits, doivent être adressées à la Section de la chimie sur les formulaires imprimés.

11. Quiconque ne déclare par ses stocks, les déclare faussement ou contrevient aux prescriptions de la présente ordonnance, sera puni conformément à l'art. 10 de l'arrêté du Conseil fédéral mentionné ci-dessus, d'une amende de 50 à 20,000 francs ou de l'emprisonnement. Les deux pénalités pourront être cumulées.

12. La présente ordonnance entre immédiatement en vigueur.

Berne, le 19 novembre 1917.

Département suisse de l'économie publique:
Schulthess.

Prise d'inventaire de la graine de lin

En vertu de l'arrêté du Conseil fédéral du 11 avril 1916 concernant l'inventaire de marchandises est ordonné l'inventaire de tous les stocks de graine de lin qui existent dans le pays.

Quiconque détient de la graine de lin est tenu d'en informer par lettre recommandée, dans un délai de 4 jours à partir de la première publication de la présente décision dans la Feuille officielle suisse du commerce, la Division des marchandises du Département suisse de l'économie publique à Berne. Il convient d'indiquer exactement la quantité de la marchandise et le lieu où elle est entreposée.

Sont exclues de l'obligation de déclarer leurs stocks les maisons et personnes dont les stocks de graine de lin ne dépassent pas une quantité totale de 500 kilos le jour de la publication de la présente ordonnance.

Quiconque ne déclarera pas ou déclarera inexactement ses stocks, sera puni d'une amende jusqu'à 10,000 francs ou de la prison. Les deux peines pourront être cumulées.

Berne, le 15 novembre 1917.

Département suisse de l'économie publique:
Schulthess.

Inventario et sequestro

di
soda calcinata (in polvere) — potassa — soda caustica (in stato solido) — lisciva di soda caustica — potassa caustica

1. Fondandosi sul decreto 11 aprile 1916 del Consiglio federale concernente l'inventario ed il sequestro di merci, si ordina l'inventario e si pronuncia il sequestro di tutti i seguenti articoli che trovansi in deposito, vengono importati o prodotti in Svizzera: Soda calcinata, potassa, soda caustica, lisciva di soda caustica e potassa caustica.

2. Senza il permesso della Sezione chimica della Divisione dell'economia industriale di guerra del Dipartimento svizzero dell'economia pubblica, non potrà essere presa nessuna disposizione riguardo merci di questo genere, che trovansi in deposito, o in viaggio, o che saranno importate, o che vengono fabbricate in Svizzera; in particolare è proibito di farne vendite (ad eccezione degli articoli nominati alla lettera 6 b ammessi per la vendita al minuto), consumo e consegne.

3. a) I proprietari e depositari delle citate merci sono obbligati ad indicare alla Sezione chimica i quantitativi da loro tenuti in deposito al 24 novembre 1917 alle 7 di sera queste indicazioni vanno fatte su appositi formulari, adoperando per ogni singolo dei nominati prodotti un foglio separato.

Questi fogli-formulari, debitamente riempiti, vanno spediti per lettera raccomandata, alla detta Sezione, entro il giorno 10 dicembre.

Le merci che trovansi in viaggio su territorio svizzero sono soggette alla notificazione e vanno trattate come se già fossero giunte alla loro destinazione. Il mittente deve avvisare della spedizione il destinatario; spetta però a quest'ultimo di fare la notificazione.

b) Chi, dopo il 19 novembre 1917, importa in Svizzera tali prodotti deve darne avviso, con lettera raccomandata, alla Sezione chimica, tosto che abbia notizia dell'arrivo della merce su territorio svizzero. Per queste spedizioni, va indicato il preciso genere della merce, il quantitativo, il prezzo pagato, la provenienza e la data del ritiro.

c) Tutte le aziende che fabbricano, consumano o commerciano nei nominati prodotti sono obbligate a iscrivere queste operazioni in appositi registri.

4. Spetta alla Sezione chimica di controllare i prezzi ed il modo in cui vengono adoperati detti prodotti; essa può emanare norme intorno ai rapporti da presentare ed è autorizzata ad esaminare i registri commerciali o a richiedere qualsiasi ulteriore schiarimento.

5. I possessori dei citati prodotti possono presentare alla Sezione chimica proposte circa l'uso della loro merce sia per l'utilizzazione della medesima nella loro propria azienda, sia per la cessione alla loro clientela. Di queste proposte si terrà conto in quanto ciò sia compatibile col fabbisogno generale del paese.

6. Esenzioni dal sequestro.

a) Fabbriche possono adoperare, senza speciale licenza, i quantitativi di merci che all'entrata in vigore delle presenti disposizioni trovansi in loro possesso e che rappresentano il fabbisogno per l'esercizio industriale fino al 31 gennaio 1918.

b) Le farmacie, drogherie, spezierie e negozi analoghi possono, senza speciale permesso, vendere al minuto ai consumatori per proprio uso 100 kg. per mese in tutto di ciascuno dei prodotti di cui si tratta. Per ogni consegna a singoli compratori che superi i 10 kg., essi devono però tener registrazione.

c) Le aziende nominate a 6 a e b sono in obbligo di notificare tutti i loro depositi.

7. Esenzioni dall'obbligo di notifica.

Non sono obbligati a notifica aziende o persone, i cui depositi in un dato articolo non superano 200 kg.; questa disposizione vale anche per le aziende nominate alla lett. 6.

¹⁾ Questi formulari si possono procurare dalla Stamperia Rösch & Schatzmann in Berna (telefono n° 12.25).

8. Le ditte e le persone che hanno depositi in quantitativi inferiori, e non sono quindi obbligate a notificarli, sono però tenute a riempire i formulari di notificazione, se intendono procurarsi in seguito tali articoli in quantitativi annui superiori a 1000 kg.

9. La Sezione chimica provvederà al razionamento dei prodotti in questione, riservando a libera disposizione i quantitativi dei prodotti occorrenti pel fabbisogno del paese.

Le singole ditte dovranno presentare, di volta in volta, alla Sezione chimica, entro il termine dal 1° al 5 del mese precedente, le loro prenotazioni per la ripartizione del fabbisogno mensile. La prima prenotazione è da presentarsi dal 1° al 5 dicembre 1917.

Non vengono prese in considerazione prenotazioni fatte in ritardo.

10. Tutti i rapporti riferentisi all'inventario ed al sequestro dei citati prodotti, e i documenti di controllo relativi all'entrata ed uscita, come pure le istanze per ripartizioni e per permessi di vendita, o di consumo, devono essere stesi sugli appositi formulari e spediti alla Sezione chimica¹⁾.

11. Chi non dà o dà erronee indicazioni intorno ai suoi depositi o che in altro modo contravviene alle prescrizioni delle presenti disposizioni è punito, giusta l'art. 10 del detto decreto del Consiglio federale, con multa da 50 franchi sino a 20,000 franchi o con la prigione. Le due pene possono essere cumulate.

12. Le presenti disposizioni entrano subito in vigore.

Berna, 19 novembre 1917.

II Dipartimento svizzero dell'economia pubblica:
Schulthess.

Allestimento d'inventario del seme di lino

In virtù del decreto del Consiglio federale dell' 11 aprile 1916 concernente l'inventario delle merci, è ordinato l'inventario di tutti i quantitativi di seme di lino che si trovano nel paese.

Chiunque possenga l'articolo precitato ha l'obbligo di informarne, per lettera raccomandata, la Divisione delle merci del Dipartimento svizzero dell'economia pubblica a Berna nei 4 giorni successivi alla prima pubblicazione del presente decreto sul Foglio ufficiale svizzero di commercio. Si dovranno indicare esattamente la quantità della merce e il luogo ove essa si trova.

Sono escluse dell'obbligo di questa dichiarazione le ditte e le persone le quali non hanno provviste di seme di lino che superano il quantitativo di 1000 kg.

¹⁾ Les formulaires sont en vente à l'imprimerie Rösch & Schatzmann, à Berne (téléphone n° 12.26).

tivo totale di 500 chili, il giorno stesso della pubblicazione della presente ordinanza.

Chiunque non dichiara o dichiara inesattamente i quantitativi sarà punito colla multa sino a 10,000 franchi o colla prigione. Le due pene possono essere cumulate.

Berna, 15 novembre 1917.

II Dipartimento svizzero dell'economia pubblica:
Schulthess.

Nichtamtlicher Teil — Partie non officielle — Parte non ufficiale
Grande-Bretagne — Interdiction d'importation

Selon communication télégraphique de Londres, une proclamation royale du 16 novembre interdit l'importation des articles suivants sur le territoire du Royaume-Uni:

Roues abrasives; liens d'engrèbage; tiges et fils en laiton; cycles sauf motocyclettes; compteurs électriques; moteurs électriques au dessus d'un demi cheval vapeur; lampes et torches électriques; magnéto; bandes et instruments de mesurage de tout genre comprenant verniers, micromètres; plumes, porte-plumes, crayons et tous articles de papeterie non encore interdits; légumes en saumure.

Consulats. Lord Acton, ancien Conseiller de Légation à la Légation de Grande-Bretagne à Berne, a été nommé Consul général de Grande-Bretagne à Zurich et reconnu en cette qualité par décision du Conseil fédéral du 15 novembre.

Grossbritannien — Einfuhrverbot

Laut Telegramm aus London verbietet eine Proklamation vom 16. November die Einfuhr folgender Artikel in das Vereinigte Königreich:

Schleifscheiben; Garbenbänder; Stangen und Draht aus Messing; Fahrräder, mit Ausnahme der Motorfahrräder; elektrische Zähler; Elektromotoren von mehr als einer halben Pferdekraft; elektrische Lampen; elektrische Zünder für Automobile (sog. Magnetos); Messbänder und Messinstrumente aller Art, inbegriffen Verniers, Mikrometer; Federn, Federhalter, Bleistifte und alle bis jetzt noch nicht verbotenen Papeteriewaren; Gemüse in Salzlake.

Konsulate. Der Bundesrat hat am 15. November Lord Acton, bisherigen Legationsrat der Gesandtschaft von Grossbritannien in Bern, der zum Generalkonsul von Grossbritannien in Zürich ernannt worden ist, in dieser Eigenschaft anerkannt.

Annoncen-Regie:
PUBLICITAS A. G.

Anzeigen — Annonces — Annunzi

Régie des annonces:
PUBLICITAS S. A.

Schweizerisches Bundesgericht

Zwangsliquidation der linksufrigen Vierwaldstätterseebahn

Den Gläubigern der Schweizerischen Gesellschaft der linksufrigen Vierwaldstätterseebahn (S. V. B.) wird hiermit zur Kenntnis gebracht, dass das Bundesgericht mit Beschluss vom 15. November 1917 die über die genannte Gesellschaft angeordnete Zwangsliquidation als geschlossen erklärt hat. (14507 L) 2741

Lausanne, den 15. November 1917.

Im Namen der II. Zivilabteilung
des schweizerischen Bundesgerichts,
Der Präsident: Der Sekretär:
Ostertag. Lauber.

Papierfabrik Perlen

Emission neuer Aktien von nom. Fr. 500

Die ausserordentliche Generalversammlung unserer Aktionäre vom 25. September 1917 beschloss die Erhöhung des Aktienkapitals um nom. Fr. 600,000 und ermächtigte den Verwaltungsrat zur Ausgabe der neuen Aktien.

In Ausübung dieser Vollmacht legen wir nunmehr die neuen Aktien den Aktionären bis zum 10. Dezember 1917 zur Subskription auf. Je 4 alte Aktien I. oder II. Emission berechtigen zur Zeichnung von 1 neuen Aktie. (K 3359 L) 2742

Die Anmeldungen haben auf Zeichnungsscheinen zu geschehen, welche zugleich mit den nähern Emissionsbestimmungen von der Geschäftsleitung in Perlen bezogen werden.

Für den Verwaltungsrat der Papierfabrik Perlen,
Der Präsident:
E. Usteri-Pestalozzi.

Société Anonyme des Chemins de fer du Salève

MM. les créanciers et obligataires de cette société sont invités à se rencontrer le **mardi 27 novembre courant**, à 2 1/2 heures du soir, dans la salle de réunions de la **Chambre de Commerce**, Rue Petitot 8, Genève, au 1er étage, avec l'ordre du jour suivant:

Communication du rapport de la Fiducia S. A. sur la situation financière de la Société des Chemins de fer du Salève.
Délibération sur les conclusions de ce rapport.
Constitution d'un comité pour la défense des intérêts des créanciers et obligataires.

Au nom du conseil d'administration
de la SOCIÉTÉ DES CHEMINS DE FER DU SALÈVE,
Le président: Ed. Cuénod.

(6447 X) 26731

Das chemisch feuchte
„FRANE“-Kopierpapier
in losen Blättern (Quart) eignet sich für Filmen ohne Kopiermaschinen besonders vorteilhaft zum Kopieren ihrer Post.
J. HASLER-EHRENBERG,
Wädenswil „FRANE“-Depot
Verlangen Sie einen Probekarton!

Champagner-Flaschen
9 Lz. 27471
(leere) kauft die
Champenoise A.G. Luzern

Volksbank in Biel in Liq.

I. Ausserordentliche Generalversammlung der Aktionäre

Samstag, den 24. November 1917, nachmittags 2 Uhr.

II. Gläubigerversammlung

gleichen Tages, nachmittags 3 Uhr
im Rathausaale in der Burg zu Biel.

Traktanden:

1. Abnahme der Schlussbilanz und der Liquidationsabrechnung.
2. Entgegennahme des Berichtes der Revisionskommission.
3. Entlastung der Liquidationsorgane.

Die Aktionäre und Gläubiger werden höflich ersucht, an diesen Schlussversammlungen zahlreich teilzunehmen. (2644 U) 2685.

Die Liquidationsakten und der Bericht der Revisionskommission liegen während 8 Tagen vor dem Versammlungstage im Bureau des unterzeichneten Präsidenten der Liquidationskommission zur Einsicht auf.

Die Schlussdividende wird sofort nach allseitiger Genehmigung der Liquidationsabrechnung ausbezahlt werden.

Biel, den 10. November 1917.

Der Präsident der Liquidationskommission:
Ruler, Notar.

Holzwohle

in 2 Sorten (fein und breitfaserig) waggon- eventuell ballenweise, sofort lieferbar, zu verkaufen. Muster zur Verfügung.

Anfragen sub Chiffre D 10081 O an Publicitas A. G., Bern. 26981

Pappfabrik
mit Export, flott eingerichtet und beschäftigt, sucht einen, womöglich stillen

Teilhhaber

mit Fr. 30,000—50,000 gegen Sicherstellung, hohen Zins und Gewinnanteil. (2728)
Offert unt. Chiff. V 9933 Y an Publicitas A. G. Bern.

Bureau-Angestellter

Neuenburger, 19 1/2 Jahre alt, mit guten Kenntnissen der deutschen Sprache,

sucht Stelle 2702
Gute Zeugnisse u. Referenzen, Verfügen, Ansprüche bescheiden. Gef. Offerten unter Chiffre H 6212 Lz an Publicitas A. G., Luzern.

Vertretungen

gesucht, guter Artikel, für die franz. und deutsche Schweiz, oder nur für einen bestimmten Rayon, von einem erfahrenen seriösen Reisenden, welcher noch das G. Abonnement von 7 Monate begünstigt. Ist gut eingeführt in der G. Schweiz. Offerten beliebe unter Chiffre H. A. De. 2736 an Publicitas A. G., Bern.

Stellung in Montreux

findet man am schnellsten und sichersten durch Veröffentlichung des Gesuches in der «Feuille d'avis de Montreux» und in dem «Journal et Liste des Etrangers de Montreux».

Amerik. Buchführ. lehrb. grdl. d. d. Unterrichtsbr. Erf. gar. Verl. Sie Gratspr. H. Frisch, Buchexperte, Zürich, B15

PROSPEKT

Schweizerische Bankgesellschaft

(vormals Bank in Winterthur und Toggenburger Bank)

Ausgabe von nom. Fr. 4,000,000 neuen Aktien

Die Schweizerische Bankgesellschaft wurde unterm 17. Oktober 1912 gehildet durch Verschmelzung der Bank in Winterthur — gegründet 1862 — und der Toggenburger Bank — gegründet 1863.

Das ausgehende vollbezahlte Aktienkapital beträgt derzeit Fr. 36,000,000; die Ausgabe von weitem Fr. 4,000,000 neuen Aktien kann durch Beschluss des Verwaltungsrates erfolgen.

An Dividenden wurden bezahlt für die Geschäftsjahre:

1912	1913	1914	1915	1916
7%	7%	6%	6%	6%

Soweit sich der Gewinn des laufenden Geschäftsjahres heute schon übersehen lässt, wird er, unvorhergesehene Ereignisse vorbehalten, denjenigen des Vorjahres übersteigen, und es dürfte sich die Möglichkeit ergeben, der nächsten Generalversammlung der Aktionäre eine mässige Erhöhung der Dividende vorzuschlagen.

In den letzten Jahren hat das Institut die Geschäftstätigkeit wesentlich ausdehnen und damit auch seine Bilanzsumme bedeutend erhöhen können.

Die Vermehrung der fremden Gelder und die Erhöhung der Bilanzsumme lassen eine Verstärkung des eigenen Kapitals der Bank als wünschbar erscheinen, was den Verwaltungsrat veranlasste, von dem ihm zustehenden Rechte, das Aktienkapital auf Fr. 40,000,000 zu erhöhen, Gebrauch zu machen und

Fr. 4,000,000 neue, auf den Inhaber lautende Aktien zu Fr. 500 nom.

Nr. 72001—80000

mit Dividendenberechtigung ab 1. Januar 1918. auszugeben.

Diese Aktien werden zu folgenden Bedingungen zur Zeichnung aufgelegt:

A. Zeichnungsvorrecht der Aktionäre.

Die neuen Aktien werden in erster Linie den Inhabern der alten Aktien zum Bezuge angeboten, derart, dass auf je nom. Fr. 4500 alte Aktien (neun Aktien zu nom. Fr. 500 oder zehn Aktien zu nom. Fr. 450)

eine neue Aktie von nom. Fr. 500

gezeichnet werden kann.

Die Nummern der alten Aktien sind in arithmetischer Reihenfolge auf den bei den nach-erwähnten Anmeldestellen zu beziehenden besondern Formularen anzugeben. Falls die nämlichen Nummern mehrfach angemeldet werden, so behält sich die Anmeldestelle das Recht vor, die Vorlage der Aktientitel zu verlangen.

B. Freie Zeichnungen.

Die allfällig in der Vorzugszeichnung von den bisherigen Aktionären nicht bezogenen neuen Aktien werden zur freien Zeichnung angeboten, an der sich auch Nichtaktionäre beteiligen können.

Der Subskriptionspreis für die Vorrechtszeichnungen sowie für die freien Zeichnungen beträgt

Fr. 530 Wert 31. Dezember 1917.

Die Zeichnungen werden innerhalb der Frist vom 17. bis 28. November 1917 spesenfret entgegen-genommen:

- bei der Schweiz. Bankgesellschaft: in Winterthur, St. Gallen, Zürich, Lausanne, Lichtensteig, Rapperswil, Rorschach, Wil, Flawil, und bei deren Depositenkassen,
- bei der Aargauischen Creditanstalt: in Aarau, Baden, Laufenburg, Wohlen.

Im Falle einer Überzeichnung unterliegen die freien Anmeldungen einer Reduktion.

Die Einzahlung der neuen Aktien hat vom 3. Dezember 1917 bis 28. Februar 1918 zu geschehen bei derjenigen Zeichnungsstelle, bei der die Anmeldung erfolgt ist.

Bei Abnahme vor dem 31. Dezember werden 5% Zinsen vom Nominalbetrage abgezogen, bei Abnahme nach diesem Datum dazugeschlagen.

Gegen ihre Einzahlung erhalten die Zeichner die definitiven Aktien mit Dividendencoupons pro 1918 und ff.

Prospekte und Zeichnungsscheine können bei den vorgenannten Anmeldestellen bezogen werden.

November 1917.

Schweizerische Bankgesellschaft
(vormals Bank in Winterthur und Toggenburger Bank).

Grosse Maschinenfabrik der Westschweiz sucht für baldigen Eintritt 2637,

erfahrenen Angestellten

der die französische und deutsche Sprache vollständig heherrscht, wenn möglich auch Englisch, an selbständiges Arbeiten gewohnt, in der Lage, den Departements-Chef gelegentlich zu ersetzen.

Offerten mit curr. vitae, Zeugnisabschriften, Photo und Gehaltsansprüchen unter P 3200 N an Publicitas A. G., Neuenburg.

Chemisch-technische Fabrik

der Westschweiz, verfügend über grosse Trockenräume, Mahlwerk (Porzellan-Kugel- und Schrot-Mühlen), verleiht, teilweise heizbare Holzhothtische, Hoch- und Niederdruck-Dampf, elektr. und Dampfkraft, Kühlwasser, Lagerräume und geräumige Schuppen sowie Privat-Geleiseanschluss S. B. B., sucht, mangels Rohmaterialien,

Arbeit in Lohn

resp. Aufnahme einschlägiger Fabrikationen (ev. in Assoziation mit Techniker) für sofort oder ab 1. Januar 1918. Gefl. Vorschläge unter B 6570 X an Publicitas A. G. Genl. (2735)



L'Union électrique
Saint-Claude (Jura)

Liste des 277 obligations 5% série C 1914 sorties au tirage du 16 octobre 1917

Conformément au plan d'amortissement du susdit emprunt, les numéros suivants sont sortis au tirage du 16 octobre 1917:

7082	7086	7162	7201	7247	7267	7280	7298
7411	7510	7539	7607	7620	7660	7678	7742
7779	7870	7872	7980	8097	8102	8115	8174
8290	8335	8340	8348	8349	8387	8430	8587
8646	8672	8745	8789	8797	8808	8874	8889
9070	9078	9085	9088	9115	9128	9263	9419
9464	9476	9515	9548	9599	9733	9748	10021
10072	10094	10109	10214	10236	10245	10392	10405
10458	10460	10463	10471	10480	10505	10581	10552
10566	10589	10591	10593	10632	10667	10700	10708
10774	10811	10847	10853	10857	10865	10874	10928
10959	10991	10996	10997	11044	11052	11067	11213
11280	11243	11406	11415	11439	11450	11481	11499
11514	11530	11594	11558	11591	11624	11632	11678
11698	11723	11845	11868	11919	11976	12066	12096
12107	12147	12167	12199	12218	12297	12302	12378
12387	12393	12396	12415	12537	12644	12655	12714
12832	12835	12851	12889	12921	13013	13021	13025
13049	13100	13136	13252	13290	13292	13313	13346
13417	13419	13455	13479	13492	13495	13509	13519
13564	13599	13605	13611	13624	13670	13751	13753
13796	13804	13811	13823	13860	13962	13983	14006
14040	14111	14170	14237	14265	14272	14381	14410
14522	14527	14555	14579	14590	14612	14629	14648
14740	14987	14998	15003	15117	15172	15364	15503
15513	15517	15544	15605	15663	15759	15873	15883
15985	15945	16008	16135	16162	16181	16222	16226
16233	16253	16272	16319	16358	16368	16373	16391
16412	16419	16520	16590	16696	16654	16660	16690
16699	16712	16721	16759	17068	17084	17091	17259
17349	17465	17478	17479	17489	17557	17633	17683
17781	17836	17863	17896	17901	17920	17933	17939
17983	17986	17995	18050	18122	18139	18320	18369
18385	18452	18539	18590	18602	18611	18639	18680
18738	18854	19942	18972	18976			

Le remboursement de ces titres qui, en temps normal, devrait se faire le 1er février 1918 est ajourné jusqu'après la guerre, conformément au décret français en date du 28 mars 1915. (6554 G) 2733

Jusqu'à la fin des coupons des obligations sorties au tirage continueront à être payés.

St-Claude, novembre 1917.

Union électrique.

Usine à vendre

sur ligne chemin de fer Lausanne-Stimpon 4400 m² terrain, 850 m² construction: Bureaux, 3 appartements, grands dépôts et magasins. Force hydraulique 10 HP., eau, gaz, électricité. Facilité de raccordement avec les C. F. F. Prix avantageux. Facilités de paiement.

Adressez les demandes par écrit sous Y. 27456 L. Publicitas S. A., Lausanne. 26861